

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 23 septembre 2015

Objet n° 9 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes Cécile Jodogne, Isabelle Durant, M. Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Mmes Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, MM. Abdallah Kanfaoui, Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, M. Bram Gilles, Mme Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, M. Eric Platteau, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Emin Ozkara, Mme Laurette Onkelinx, MM. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mme Joëlle van Zuylen, Conseillers communaux.

#Objet : Taxe sur les surfaces commerciales - Exercices 2016 à 2020 - Renouvellement et modification - Approbation #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 5 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 22 juin 2011 votant le règlement-taxe sur les surfaces commerciales pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;

Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables sur le territoire de la commune ;

Considérant que les surfaces commerciales d'ampleur constituent une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les exploitants actifs dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que les surfaces commerciales créent dans leurs alentours des désagréments pour la collectivité (tels que par exemples les problèmes de stationnement de véhicules, de densité de trafic, de chargements/déchargements de marchandises accélérant le processus de dégradation des voiries et induisant des situations d'insécurité pour les usagers, de malpropreté,...) excédant ceux causés par l'exploitation de commerces de plus petites tailles, ce qui justifie par ailleurs l'exonération qui leur a été consentie. Outre la protection de l'environnement, ces recettes permettront de financer la revitalisation des noyaux commerciaux et des mesures tendant à accroître la sécurité, l'entretien ou la réparation des voiries ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 septembre 2015 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il sera perçu au profit de la commune de Schaerbeek, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe communale annuelle sur les surfaces commerciales.

Pour l'application du présent règlement, il y a lieu d'entendre par « surface commerciale » l'ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels sont vendus des biens meubles contre rétribution y compris,

les surfaces utilisées directement ou indirectement pour l'exercice de l'activité tels que les locaux de rangement et/ou de stockage, à l'exclusion toutefois des surfaces qui tombent sous l'application du règlement taxe sur les surfaces de bureaux.

Article 2

L'impôt a pour base la surface brute de plancher hors sol utilisable aux fins définies à l'article 1. Par « surface brute de plancher hors sol », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parking, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Article 3

La taxe est due par l'exploitant des surfaces commerciales. A défaut de paiement par l'exploitant, la taxe sera récupérée auprès du propriétaire du fonds de commerce.

Article 4

En cas de cessation ou de début d'occupation de surfaces commerciales en cours d'exercice, la taxe est établie sur base du nombre effectif de mois d'occupation. Pour l'application des présentes dispositions, tout mois entamé compte en entier.

Article 5

Le taux est fixé, au 1^{er} janvier 2016, par surface commerciale à 6,62€/m². Ce taux est majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2 % conformément au tableau ci-dessous :

EXERCICE 2017	EXERCICE 2018	EXERCICE 2019	EXERCICE 2020
6,75€	6,89€	7,03€	7,17€

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

- les premiers 800 m² ;
- les surfaces occupées par les établissements de culte reconnus officiellement ainsi que les maisons de laïcité, les établissements d'enseignement et de soins (cliniques, polycliniques, hôpitaux, ...) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics, les œuvres de bienfaisance, les organismes s'occupant - sans but de lucre - d'aide sociale ou encore d'activités culturelles et sportives pour autant qu'ils soient organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics.

Ces exonérations sont accordées d'office pour autant qu'elles soient justifiées.

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe. Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 23 septembre 2015.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 23 september 2015

Voorwerp nr 9 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Cécile Jodogne, Isabelle Durant, H. Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, HH. Abdallah Kanfaoui, Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, H. Bram Gilles, Mevr. Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, H. Eric Platteau, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Emin Ozkara, Mevr. Laurette Onkelinx, HH. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mevr. Joëlle van Zuylen, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Belasting op de commerciële oppervlakten - Dienstjaren 2016 tot 2020 - Hernieuwing en wijziging - Goedkeuring #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 5 en 0 onthouding(en).

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 22 juni 2011 stemmend het belastingreglement op de commerciële oppervlakten, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat commerciële oppervlakten deel uitmaken van een inkomstgenererende economische activiteit, hetgeen gegronde redenen biedt te vermoeden dat de uitbaters die actief zijn in deze sector over de nodige middelen beschikken, die hen in staat moet stellen zich te kwijten van de belastingen die op hen van toepassing zijn;

Overwegende dat de omvangrijke commerciële oppervlakten in hun omgeving meer overlast creëren voor de leefgemeenschap (bijvoorbeeld meer parkeerproblemen, het dichtslibben van het verkeer, het laden/lossen van goederen die de slijtage versnellen van de wegen en hierdoor situaties van onveiligheid ontstaan voor de gebruikers, vervuiling, ...) dan die veroorzaakt door kleinere handelszaken, die dan ook de vrijstelling rechtvaardigt die aan hen werd verleend. Naast de bescherming van het milieu, zullen deze inkomsten de revitalisering van commerciële centra en maatregelen om een verhoogde veiligheid, onderhoud of reparatie van wegen financieren;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 september 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2016 tot 2020, ten voordele van de gemeente Schaarbeek, een jaarlijkse belasting ingevoerd op de commerciële oppervlakten.

Voor de toepassing van dit reglement dient onder "commerciële oppervlakten" te worden verstaan, het geheel van lokalen toegankelijk voor het publiek waarin tegen betaling goederen worden verkocht, met

inbegrip van de oppervlakten rechtstreeks of onrechtstreeks bestemd voor de uitoefening van de activiteit zoals bergingen en/of stockageruimten, met uitzondering van de oppervlakten die onder de toepassing vallen van de belasting op kantooroppervlakten.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de bruto bovengrondse vloeroppervlakte welke gebruikt wordt voor de in artikel 1 bepaalde activiteit.

Onder "bruto bovengrondse vloeroppervlakte" wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuizen en liften.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de uitbater van de commerciële oppervlakten. Bij gebrek aan betaling door de uitbater, zal de belasting worden gevorderd bij de eigenaar van het handelsfonds.

Artikel 4

In geval van stopzetting of aanvang van bezetting van de commerciële oppervlakten in de loop van het dienstjaar, wordt de belasting vastgesteld op basis van het effectieve aantal bezette maanden. Voor de toepassing van de bijgaande bepalingen, zal iedere begonnen maand als volledig worden gerekend.

Artikel 5

De aanslagvoet wordt op 1 januari 2016 vastgesteld op 6,62€/m² per commerciële oppervlakte. Deze aanslagvoet zal ieder jaar op 1 januari worden verhoogd met 2% volgens onderstaande tabel:

DIENSTJAAR 2017	DIENSTJAAR 2018	DIENSTJAAR 2019	DIENSTJAAR 2020
6,75€	6,89€	7,03€	7,17€

Artikel 6

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- de eerste 800 m²;
- de oppervlakten gebruikt door instellingen van officieel erkende erediensten alsook de huizen van het lekenom, de georganiseerde of door de overheid betoelaagde onderwijs- en verzorgingsinstellingen (hospitals, klinieken, poliklinieken,...), de weldadigheidswerken, de organismen gebruik makend - zonder winstgevend doel - van sociale hulp of ook culturele en sportieve activiteiten in zoverre zij door de overheid zijn betoelaagd.

Deze vrijstellingen worden ambtshalve toegestaan in zoverre de aanvraag vergezeld is van de gestaafde stukken.

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien

de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteresten worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 14

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2016.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 23 september 2015.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter